

Le chemin de la lutte passe par le 17 septembre !

Le gouvernement vient certes de changer de personnel mais la politique annoncée par Macron et Castex reste identique : à droite toute ! Même mâtinée en apparence d'écologie, la soupe antisociale proposée est totalement indigeste. Alors que l'épisode pandémique n'est toujours pas terminé, les beaux discours sociaux de mars dernier ont donc vite été oubliés. Le monde d'avant et ses inégalités abyssales, ses ravages sociaux et environnementaux, son chômage de masse, ses attaques contre les plus pauvres, les services publics et les libertés politiques : ce monde est plus que jamais d'actualité même et ce, s'il a failli comme jamais. Le monde des affaires et le grand patronat, premiers soutiens de Macron, n'ont en effet aucun intérêt à ce qu'il en soit autrement !

Et donc revoilà la réforme des retraites à points ! Qui plus est cette fois assortie de la suppression promise des régimes spéciaux ! La réforme de l'assurance chômage fera simplement l'objet d'« ajustements » car nul doute que diviser par deux les allocations chômage pour des centaines de milliers de personnes, c'est relancer l'activité et sortir les gens de la pauvreté ! **Le fait d'un report sur 2021 de ces deux dossiers ne change rien au problème : c'est l'abandon de la réforme des retraites et l'abrogation pure et simple de celle de l'assurance chômage que nous revendiquons !**

Sans compter que sous le prétexte de la crise et des déficits sociaux, comme celui de la caisse de retraites, on nous parle à nouveau de **travailler « davantage »**, et donc travailler plus et surtout plus longtemps ! Combien de fois faudra-t-il rappeler que la France en 2019, selon les données d'eurostat, c'est 37,4 h de durée hebdomadaire du travail quand la Suède c'est 36,4 h et l'Allemagne 35 (moyenne de la zone euro : 36,6) !

De **nouvelles baisses d'impôts** sont programmées pour les entreprises en plus d'exonérations de cotisations patronales soit-disant pour permettre l'embauche de jeunes (jusqu'à 1,6 SMIC), mesure pourtant éculée qui n'a jamais eu d'effet significatif sur l'emploi et qui a surtout contribué à fabriquer des travailleurs-euses pauvres ! Les **services publics sont sommés d'efficacité**, de simplification, en clair de payer les pots cassés de la crise pour que les capitalistes se gorgent toujours plus de dividendes !

Et qui plus est, tout cela est habillé d'un **discours sécuritaire**, d'un soutien indéfectible aux forces de l'ordre et à leurs violences, d'une stigmatisation des quartiers populaires et des révoltes sociales accusées respectivement de « communautarisme » et de violences. Pendant ce temps-là, par pure provocation, le gouvernement soutient deux ministres l'un soupçonné de viol, l'autre proférant des propos sexistes et infamants contre les militantes et combats féministes !

Le monde d'après, c'est donc à nous de le construire et l'imposer. Un monde d'égalité, de justice, de paix. Les luttes menées par les professions invisibles, qu'ils et elles soient soignant-es, personnels de ménage, agent-es territoriaux, livreurs-euses ubérisé-es, éboueurs-euses etc..., les luttes menées par les travailleurs-euses des usines et des entreprises que l'on ferme au prétexte de n'être pas assez rentables quand bien même elles seraient gorgées d'aides publiques, les luttes des quartiers populaires contre le racisme et toutes les formes de discriminations, ...

Toutes ces luttes montrent le chemin, ensemble, d'un monde d'émancipation.

Le 17 septembre, par la grève et la manifestation, posons dans un cadre le plus unitaire possible une première pierre à l'édifice pour faire plier celles et ceux pour qui rien ne doit changer et qu'au contraire l'occasion est rêvée de se gaver encore plus.

Pour un monde social, féministe, écologiste, c'est ensemble, dans les entreprises, dans les administrations, dans la rue que nous l'obtiendrons.

Paris, le 20 juillet 2020